

Compte-rendu - Evènement de haut niveau labellisé par la Présidence française de l'UE - Renforcer la sécurité de l'eau pour une meilleure résilience aux menaces climatiques, 31 mai 2022

Cette conférence, organisée par WaterAid et la Coalition Eau en partenariat avec la Présidence française du Conseil, visait à explorer et identifier les opportunités de renforcer la résilience au changement climatique et les moyens de débloquer des investissements pour des programmes eau et assainissement résilients au changement climatique, dans le contexte d'enjeux globaux plus larges. Elle s'est appuyée sur les enseignements tirés du sommet UE-UA et du Forum mondial de l'eau et a contribué à la préparation de la COP27 et de la conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023.

Cet événement a été modéré par San Bilal, Responsable du programme « transformation économique et commerce » au sein du think-tank ECPDM (European Centre for Development Policy Management).

Cette conférence était structurée en quatre parties :

- Un panel d'ouverture de haut niveau
- Une session de mise en contexte
- Trois tables rondes simultanées
- Une conclusion à haut niveau

Table des matières

1. Résumé exécutif	3
2. Panel d'ouverture à haut niveau.....	6
3. Session de mise en contexte.....	11
4. Tables rondes	13
4.1. Première table ronde : Programmes d'adaptation au climat liés au secteur WASH.....	13
4.2. Deuxième table-ronde: un environnement favorable pour des programmes d'EAH résilients au changement climatique: quels sont les obstacles et comment les surmonter ?..	18
4.3. Troisième table-ronde: Des approches multi-sectorielles pour des programmes en matière d'eau et de climat couronnés de succès: comment peut-on bâtir sur les synergies entre les secteurs de l'eau, du climat, de l'agriculture, de l'industrie et de la santé ?	25
5. Session de partage des recommandations des tables rondes.....	31
6. Panel de conclusion	33
7. Annexes.....	36
7.1. Organisations participantes.....	36
7.2. Publications	38

1. [Résumé exécutif](#)

Les orateurs de haut niveau qui ont ouvert l'événement se sont accordés pour dire que **la crise climatique est une crise de l'eau** (« il y a soit trop peu d'eau, soit trop d'eau, soit elle est trop polluée »). La représentante de Madagascar, par exemple, nous a parlé de l'accumulation de « sécheresses, d'inondations et de cyclones les uns après les autres ». Mais, plus important encore, il y a eu un consensus sur le fait que **la sécurité de l'eau est essentielle pour renforcer la résilience globale des sociétés**.

Plusieurs décideurs ont mentionné les [conclusions du Conseil sur l'eau dans l'action extérieure de l'UE](#), adoptées en novembre 2021, comme un signal clair de la reconnaissance de l'importance de l'intégration de l'eau et de l'adaptation au climat.

Cet événement était également une étape importante sur le chemin de la COP27 et de la Conférence des Nations Unies sur l'eau qui se tiendra l'année prochaine. Dans ce contexte, les intervenants de haut niveau ont fait part de leurs priorités en vue de la conférence de mars 2023 : **renforcer la gouvernance de l'eau, adopter une approche fondée sur les droits humains, exploiter les synergies avec d'autres secteurs, intensifier les approches intersectorielles axées sur l'eau et l'assainissement et passer des discours politiques à des actions effectives**.

L'événement visait à identifier les moyens de débloquer le financement climatique pour l'eau. La représentante de Madagascar a mentionné la nécessité de **faciliter l'accès aux différents mécanismes financiers dans le cadre de la COP**. Plusieurs initiatives ont été mentionnées par les intervenants:

- l'intégration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les plans d'adaptation nationaux, la participation au Fonds vert pour le climat et au Fonds pour l'environnement mondial en mettant l'accent sur l'eau et l'adaptation climatique
- la promotion d'une gestion des ressources en eau résiliente au changement climatique et de pratiques efficaces de gestion de l'eau agricole dans les pays partenaires
- des mécanismes de financement innovants (tels que le « Urban Water Catalyst Fund »)
- l'utilisation des possibilités offertes par la finance mixte et les garanties (Fonds européen pour le développement durable - EFSD +).

Nous avons besoin de « **propositions d'investissement bien préparées et stratégiquement ciblées** », a déclaré la représentante de la Commission européenne. C'est l'objectif de [l'Accélérateur pour la résilience de l'eau](#) qui a été présenté lors de la conférence et qui a pour ambition de fournir et de concevoir des propositions d'investissement attrayantes pour les fonds publics et privés afin d'aider à garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et à gérer les risques climatiques.

Le panel de haut niveau a été suivi d'un briefing technique où deux experts (du Bangladesh et de l'Australie) ont partagé leurs principales préoccupations et recommandations sur les impacts du changement climatique et la manière d'y faire face. Ils ont démontré par exemple les liens entre la salinisation de l'eau et la santé reproductive des femmes et ont plaidé en faveur de systèmes d'assainissement solides et donc résilients au changement climatique. Ils ont appelé à une **plus grande priorisation de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans le cadre de l'action climatique, à un rôle accru des communautés locales et à une approche systémique en termes d'investissements, d'institutions et de refonte des infrastructures.**

Cet événement visait également à répondre aux questions suivantes : quels sont les éléments clés des programmes EAH résilients au changement climatique ? Comment s'assurer que le secteur EAH a accès au financement climatique ? Comment créer des synergies entre les secteurs ?

Ces questions ont été discutées lors de trois tables rondes différentes, qui ont abouti à un consensus sur les priorités et les défis :

La priorité numéro une est de s'assurer que les communautés actuellement privées de services EAH et exposées aux risques climatiques ont accès à des services résilients. Mais pour y parvenir, il est essentiel de comprendre le paysage financier, d'examiner les complexités de l'investissement, les défis en matière de capacités et la façon dont nous pouvons générer des progrès significatifs basés sur des approches holistiques et multisectorielles. Les approches multisectorielles et multipartites ne sont pas faciles, mais il existe des incitations à s'en inspirer : cela nécessite des financements, une volonté politique et l'inclusion.

Les modérateurs des tables rondes ont formulé trois recommandations clés :

- Les programmes d'eau et d'assainissement résilients vont au-delà des infrastructures et permettent de renforcer la résilience des communautés. Les bailleurs doivent **investir dans un environnement et une gouvernance favorable** (renforcement des capacités, planification, politiques, financements) et dans des programmes qui tiennent compte des risques climatiques locaux.
- Pour que le financement climatique atteigne le secteur WASH, les bailleurs doivent **soutenir la capacité technique et la gouvernance institutionnelle de toutes les parties prenantes et offrir une gamme de modèles de financement** pour soutenir divers types d'interventions de résilience climatique (subventions, finance mixte, garanties, financement privé, solutions pour réduire les risques pour les investisseurs).
- Nous devons en priorité **soutenir les femmes en tant que motrices du développement durable**, et garantir des approches intersectorielles à tous les niveaux.

La conférence s'est terminée par un débat de clôture réunissant diverses perspectives (société civile, pays en développement et santé mondiale).

Tout d'abord, il faut noter la forte dimension de justice climatique dans cette discussion, **les communautés en première ligne face au changement climatique payant la facture d'un problème qu'elles n'ont pas causé**. Nous devons donc prêter attention aux ressources en eau ET aux services d'eau qui sont essentiels pour capter, traiter et distribuer l'eau, en adoptant une approche fondée sur les droits humains (abordabilité, accessibilité, acceptabilité et qualité).

En outre, il est essentiel de reconnaître que **les priorités de la santé et du climat sont étroitement liées** : renforcer la résilience des communautés face aux menaces climatiques signifie également s'assurer qu'elles deviennent plus résilientes face aux menaces sanitaires.

Enfin, cette conférence avait également pour but d'informer sur la manière dont l'UE et les bailleurs européens peuvent mettre en œuvre le plus efficacement possible leur « Pacte vert » et les initiatives « Team Europe » de manière à réellement aider à renforcer la résilience des communautés au changement climatique. Il était donc utile d'apprendre que le Bangladesh et l'UE sont en train d'initier un dialogue sur le climat.

Les principales recommandations des panélistes de la table-ronde finale ont été les suivantes :

- Les décideurs politiques doivent **intégrer l'eau dans les lois sur le climat, les contributions déterminées au niveau national, les plans d'adaptation nationaux et les budgets nationaux**, en mettant l'accent sur la gestion de l'eau et l'accès aux services.
- Il est nécessaire **d'investir dans la collecte des eaux de pluie**, tant dans les zones urbaines que rurales, dans un contexte de demande croissante en eau et d'urbanisation.
- Pour renforcer la résilience des communautés, notamment face aux menaces pour la santé, nous devons mener **une action cohérente dans tous les secteurs et co-crée au niveau local, avec les communautés**. C'est ce qui doit guider la prochaine [stratégie mondiale de l'UE en matière de santé](#).

2. Panel d'ouverture à haut niveau

Introduction par Anna Nilsson, Directrice exécutive, WaterAid Suède

Environ 90 % des phénomènes météorologiques extrêmes sont liés à l'eau, qu'il s'agisse de sécheresses, d'inondations ou de tempêtes. La crise climatique est donc avant tout une crise de l'eau. Mais pour que les populations puissent faire face non seulement aux impacts du changement climatique, mais aussi aux pandémies et autres maladies infectieuses, elles doivent avoir accès à une source fiable d'eau potable en cas de sécheresse - ainsi qu'à des toilettes et des systèmes d'assainissement capables de résister aux inondations et à un poste de lavage des mains pour se protéger des maladies.

Alors, quels sont les éléments clés des programmes d'eau, assainissement et hygiène (EAH) résilients au changement climatique ? Comment s'assurer que le secteur EAH a accès au financement climatique ? Comment créer des synergies entre les secteurs ? Telles sont les questions auxquelles nous nous proposons de réfléchir aujourd'hui. Nous avons réuni une grande variété d'experts, de décideurs politiques et de représentants des institutions de l'UE, des États membres de l'UE, des pays en développement vulnérables au changement climatique, du secteur privé et des organisations de la société civile.

San Bilal (modérateur): Durant sa présidence du Conseil de l'Union européenne, comment la France travaille-t-elle avec ses partenaires européens pour renforcer les synergies entre eau et climat ? Quelles sont les priorités que la France et l'Union européenne souhaitent porter sur ces questions au niveau international, notamment en vue de la COP27 et de la conférence des Nations Unies de 2023 sur l'eau?

Philippe Lacoste, Directeur du Développement Durable, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, France

Cet événement aborde un enjeu central de la politique de développement de la France. Qu'il s'agisse de la dégradation de la biodiversité, de l'accélération du changement climatique, ou des crises sanitaires et alimentaires, la sécurisation des ressources en eau conditionne la durabilité des réponses que nous pouvons apporter collectivement.

La préservation des ressources en eau et la lutte contre le changement climatique sont les deux faces d'une même pièce. D'un côté, la modification profonde du cycle de l'eau sous l'effet du changement climatique conduit à l'intensification des événements météorologiques extrêmes, et l'aggravation de la raréfaction des ressources en eau est une conséquence directe alors même que les besoins ne cessent d'augmenter. De l'autre côté de la pièce, la préservation des ressources en eau et sa gestion intégrée et durable constituent des mesures clés d'adaptation au changement climatique. Ignorer la sécurité de l'eau reviendrait à écarter une partie des réponses nécessaires pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience de nos sociétés.

Face à ce constat, la France travaille avec ses partenaires européens pour préparer la grande conférence sur l'eau de 2023, un point d'étape majeur en vue de l'atteinte de l'ODD6.

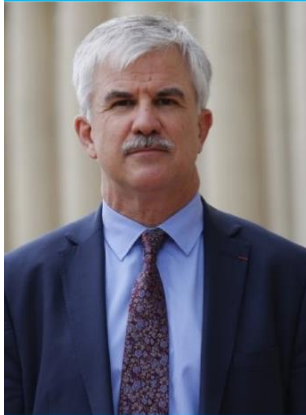
Les travaux du groupe d'experts sur l'eau, créé sous présidence française de l'UE, ont fait émerger 5 priorités centrales en vue de cette conférence : 1) le renforcement de la gouvernance de l'eau; 2) la réalisation du droit humain à l'eau et l'assainissement ; 3) le renforcement des synergies entre eau, changement climatique et énergie ; 4) la réalisation de l'Accord de Paris et la sécurité alimentaire ; 5) le passage des politiques publiques à des actions concrètes et effectives.

Au-delà de ces grands objectifs, c'est surtout leur déclinaison concrète qui importe. Le développement de la gestion intégrée des ressources en eau, reposant sur la concertation de l'ensemble des acteurs, est indispensable pour garantir la durabilité des usages. L'eau, comme les impacts du changement climatique, méconnaît les frontières. Tout ce qui permet de renforcer la coopération à travers des organismes de bassin et l'adhésion aux instruments juridiques existants doit être généralisé.

Enfin, au-delà du secteur de l'eau, ce qui compte pour la Présidence Française de l'Union Européenne (PFUE), c'est la mobilisation de tous les secteurs (agriculture, énergie, industrie), car tous détiennent une partie des réponses. On constate une absence de financement pour ce secteur et nous espérons mobiliser les banques de développement, les banques régionales et agricoles.

Cette approche transversale, multisectorielle, intégrée est mise en œuvre par la France. Le renforcement de la sécurité d'approvisionnement en eau pour tous dans un contexte d'accroissement des pressions sur la ressource et de multiplication des crises dues au changement climatique constitue le grand axe prioritaire de notre stratégie internationale pour l'eau et l'assainissement, lancée en 2020. A travers sa participation aux grands fonds multilatéraux comme le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial, la France met l'eau au cœur de l'adaptation au changement climatique. Nous espérons favoriser aussi toutes les solutions basées sur la nature et assurer les liens entre les secteurs utilisateurs.

Événement de haut niveau: Renforcer la sécurité de l'eau pour une meilleure résilience aux menaces climatiques



Philippe Lacoste,
Directeur du Développement Durable,
France

"Au-delà du secteur de l'eau, c'est avant tout la mobilisation de l'ensemble des secteurs qui fera la différence. Je pense par exemple à l'agriculture, l'énergie et l'industrie qui détiennent une partie des réponses aux enjeux de l'eau."



Modérateur : L'Allemagne a toujours été très active en matière de changement climatique et d'eau. Quelles sont vos priorités et votre expérience en matière de promotion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène à travers vos interventions ?

Dr Tania H Rödiger-Vorwerk, Directrice Générale Adjointe pour la santé mondiale, la résilience et l'égalité d'opportunités, Ministère Fédéral pour la coopération économique et le développement (BMZ)

La sécurité de l'eau joue un rôle crucial dans l'amélioration de la résilience climatique des communautés et des écosystèmes, et est essentielle à la réalisation de l'Agenda 2030. C'est par l'eau que le changement climatique est le plus fortement ressenti, la crise climatique étant une crise de l'eau. La demande en eau augmente, tout comme la pollution de l'eau et son utilisation inefficace. La crise climatique mondiale peut être réduite à une formule : pas assez d'eau, trop d'eau, ou de l'eau trop polluée.

L'Allemagne est un bailleur de fonds important dans le domaine du financement climatique. Nous nous engageons à promouvoir une gestion de l'eau résiliente au changement climatique, faisant de l'eau le plus grand secteur d'adaptation de notre action bilatérale, avec plus de 240 millions d'euros pour la seule année 2020. Nous encourageons les solutions robustes et flexibles (fondées sur la nature) pour améliorer durablement la sécurité de l'eau et la résilience climatique dans nos pays partenaires.

En Zambie, par exemple, le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et l'UE encouragent une gestion des ressources en eau résiliente au changement climatique et des pratiques efficaces de gestion de l'eau dans une région fréquemment touchée par la sécheresse. Grâce à ces mesures, 4,5 millions de personnes dans le bassin hydrologique ont bénéficié d'une plus grande sécurité de l'eau et d'une meilleure résilience aux menaces climatiques.

Nous faisons également progresser de manière ambitieuse l'agenda eau-climat au niveau international : L'Allemagne soutient les conclusions du Conseil de l'UE sur l'eau qui soulignent l'importance d'intégrer les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique liées à l'eau dans l'action extérieure et le financement de l'UE. Nous saluons les efforts de la France pour promouvoir les liens entre l'eau, le changement climatique et un environnement sain pendant sa présidence du Conseil de l'UE.

L'Allemagne s'est également engagée à façonner activement le discours politique sur l'eau et le climat dans la perspective de la conférence des Nations unies sur l'eau de 2023 et au-delà. L'Allemagne a organisé les Dialogues de l'eau de Bonn en 2021 et a contribué à diverses conférences (COP26 et le 9e Forum mondial de l'eau). En outre, le thème de l'eau dans le contexte d'un développement résilient au changement climatique jouera également un rôle important lors de la présidence allemande du G7 cette année.

Pour poursuivre la transformation vers un avenir respectueux de l'eau et résilient au changement climatique, des mécanismes de financement innovants sont un levier essentiel. Nous avons développé le Fonds catalyseur pour l'eau en milieu urbain en tant que plateforme de financement mondiale pour les services d'eau et d'assainissement urbains. Il fournit un soutien technique et financier pour mettre en œuvre des mesures d'efficacité, d'adaptation et d'atténuation dans des services urbains sélectionnés. Il crée des synergies entre la viabilité financière et la résilience climatique et aide les services publics à mobiliser des financements durables.

Je vous invite tous à accélérer nos efforts et à agir de manière décisive pour exploiter le potentiel de l'eau en vue d'une résilience au changement climatique accrue.

Modérateur : Comment au niveau national, réussissez-vous à intégrer les questions liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène et au changement climatique et de quel type de soutien avez-vous besoin?

Lovakanto Ravelomanana, Coordinatrice du bureau national des changements climatiques, Ministère de l'Environnement et du développement durable, Madagascar

La question de l'eau est très importante pour Madagascar, qui fait partie des pays les plus vulnérables au changement climatique, car elle impacte à la fois la qualité et quantité de l'eau et perturbe le cycle de l'eau, avec un manque d'eau récurrent et qui s'aggrave. On a connu des épisodes de sécheresse, dans le sud mais aussi dans la capitale maintenant. Les pluies arrivent de plus en plus en retard mais quand elles arrivent, elles tombent beaucoup donc on a des inondations. On enchaîne sécheresse, inondations et cyclones. La montée du niveau de la mer, la déforestation et les périodes de pluies affectent la qualité de l'eau.

Nous avons intégré l'eau dans les différents documents de cadrage, par exemple les contributions déterminées au niveau national que nous allons présenter à la COP27 et

nous avons finalisé notre plan national d'adaptation. On compte sur les appuis venant des différents mécanismes financiers dans le cadre de la COP (fonds vert pour le climat, fond d'adaptation, fonds pour l'environnement mondial). On espère que l'accès à ces fonds sera facilité. Il y a beaucoup de procédures lourdes alors que les actions sur le terrain sont urgentes. Quand on parle de l'eau, il y a l'adaptation mais aussi l'atténuation : quand il y a des pénuries d'eau, cela affecte aussi l'approvisionnement en électricité. On ne peut pas complètement séparer adaptation et atténuation.

Modérateur : L'exercice de programmation de l'UE est presque finalisé, comment y avez-vous intégré l'eau et comment comptez-vous en augmenter l'efficacité ?

Marjeta Jager, Directrice Générale adjointe de la Direction Générale des partenariats internationaux, Commission européenne

La présidence française et l'Allemagne ont beaucoup contribué à faire avancer l'agenda de l'eau. Nous attendons tous beaucoup de la conférence des Nations Unies sur l'eau car, soyons francs, la crise climatique est liée à l'eau. Plus de 90 % des catastrophes sont liées à l'eau. Pour nous, l'eau est le principal secteur d'action pour l'adaptation. L'adaptation au changement climatique passe par une meilleure gestion de l'eau, c'est pourquoi nous en faisons une priorité. La gestion de l'eau figure en bonne place dans les initiatives de Team Europe. C'est la raison pour laquelle la stratégie d'adaptation au climat de l'UE parle de la nécessité de garantir la disponibilité et la durabilité de l'eau d'ici 2025.

Mais ce dont nous avons réellement besoin, c'est de financement. Le financement climatique doit être adapté aux besoins du secteur de l'eau et les conclusions du Conseil de 2021 sont essentielles dans ce contexte ; sans oublier les synergies entre la diplomatie de l'eau, du climat et de l'énergie. Au nom de la CE, je peux dire que nous sommes totalement engagés dans cette voie. Notez également le nouvel engagement récent de l'UE de 100 millions d'euros pour l'adaptation au changement climatique.

Nous devons traduire cet engagement en propositions d'investissement bien préparées et stratégiquement ciblées en ce qui concerne l'eau. L'exercice de programmation de l'UE s'est terminé en décembre dernier. En ce qui concerne l'eau, nous nous concentrerons sur 60 pays (3,7 milliards d'euros distribués dans le secteur de l'eau). Cette tendance est maintenant renforcée par les financements mixtes et les garanties - pour la première fois, nous allons utiliser les garanties pour le financement de l'eau, et nous aurons une fenêtre spécifique pour l'eau, qui vient de s'ouvrir jusqu'au 12 juillet. Nous attendons de très bonnes propositions des experts du secteur de l'eau, avec nos conseils, pour obtenir de vrais changements. Nous aimerions que tous nos programmes incluent systématiquement des actions de résilience climatique, y compris dans le domaine de l'eau. Par exemple, nos actions EAH au Népal se concentrent réellement sur la résilience rurale face aux risques climatiques et aux catastrophes, à travers une approche basée sur les droits, au service du développement humain et de l'eau. N'hésitez pas à contacter nos délégations pour la conception et la mise en œuvre de projets. Nous devons mobiliser tous les acteurs pour atteindre l'ODD6.

3. Session de mise en contexte

Modérateur: Pourriez-vous identifier les défis majeurs qui se posent en termes d'impact du changement climatique sur l'eau potable et proposer des recommandations sur ce qui doit être fait en priorité pour relever ces défis?

Dr Ainun Nishat, Spécialiste de la ressource en eau et du changement climatique, Professeur émérite à l'université BRAC, Dhaka, Bangladesh

Je viens de terminer la préparation du plan national d'adaptation (PNA), qui a été soutenu par le Fonds vert climat. Nous nous sommes assurés de parler à toutes les communautés du Bangladesh, de toutes les régions, car il y a une énorme variation entre les régions en termes de disponibilité de l'eau et de changement climatique. Les conditions de vie réelles des communautés seront bien reflétées dans le document du PNA. La littérature est très solide sur les impacts du changement climatique en termes d'inondations, de sécheresse et d'élévation du niveau de la mer. L'élévation du niveau de la mer est ce qui me dérange davantage, car pour un pays bas et plat, c'est un problème croissant, qui a un impact sur la vie quotidienne des habitants. Le principal impact de la montée du niveau de la mer (20/25 cm dans la zone côtière) a fait monter le niveau de l'eau très haut. En dehors des mois de mousson, l'eau a atteint la partie centrale du Bangladesh.

L'approche que nous avons adoptée dans le PNA est d'obtenir un soutien pour des solutions techniques afin de fournir de l'eau douce à partir des rivières. Dans l'immédiat, nous faisons pression sur le gouvernement pour qu'il stocke l'eau de pluie dans les poches d'eau appartenant au gouvernement (comme les lacs naturels) qui ont malheureusement été converties en fermes piscicoles. À partir du moment où vous faites de la pisciculture, il n'y a plus d'eau potable. Nous devons les convertir en réservoirs d'eau, les protéger (proposition d'augmenter la hauteur des digues de 2 mètres supplémentaires), car nous allons devoir faire face à des ondes de tempête plus fortes et plus élevées. L'année dernière, nous avons connu une sécheresse au moment de la mousson. Les inondations et les sécheresses ont un impact sur l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et la santé. Le niveau élevé de salinité dans la bande côtière affecte la santé humaine (hypertension, santé reproductive des femmes). Le gouvernement du Bangladesh admet que l'EAH doit être prioritaire et que les communautés locales doivent en prendre la responsabilité. Le gouvernement central est très bon dans la construction de réservoirs et de barrages mais ceux-ci doivent être gérés localement.

Dr Juliet Willetts, Directrice de recherche et professeure, Institut pour des Futurs durables, Université de Technologie (UTS-ISF), Sydney, Australie.

Modérateur : Quels sont selon vous, les liens entre assainissement et climat et comment la dimension du genre est intégrée ?

Trois éléments sont nécessaires pour des systèmes d'assainissement résilients au changement climatique : un investissement accru, des institutions mieux équipées, et des infrastructures plus robustes et plus flexibles.

Les gens ont souvent du mal à faire le lien entre le changement climatique et l'assainissement comme il le ferait avec l'eau. Les recherches (en Asie et Pacifique) montrent une plus grande contamination fécale en cas d'inondations des systèmes d'assainissement autonomes, ou lorsque vous avez des latrines qui s'effondrent, ou lorsque les égouts se bouchent, refluent ou débordent (à cause de trop ou trop peu d'eau), ou lorsque les stations d'épuration des eaux usées dans les régions côtières sont inondées par la montée du niveau de la mer. De nombreuses personnes sont revenues à la défécation en plein air lorsque les toilettes ne peuvent être utilisées en raison des événements climatiques.

Pour en venir aux solutions nécessaires : la première est l'investissement. Le secteur de l'assainissement est chroniquement sous-financé. L'UNICEF estime au niveau mondial qu'il y a un déficit de financement de l'ordre de 105 milliards de dollars par an (sans tenir compte des besoins pour la résilience au changement climatique). En termes d'institutions mieux équipées : nous avons besoin de lois et de réglementations plus strictes qui soient appliquées (afin de ne pas nous retrouver avec des boues de vidange déversées illégalement dans les canaux), d'un mandat institutionnel plus clair car l'assainissement passe souvent entre les mailles du filet, et de stratégies cohérentes qui intègrent la réponse aux catastrophes et donnent la priorité à l'assainissement (par exemple dans les plans nationaux d'adaptation). Enfin, il faut cibler les réponses sur les personnes les plus vulnérables. Nous savons que les femmes sont souvent les plus touchées : elles marchent plus loin pour aller chercher de l'eau pour les toilettes en période de sécheresse, et sont touchées lorsque des membres de leur famille sont malades. Elles sont plus touchées par les catastrophes ou peuvent subir des violences lorsque les communautés sont sous tension. Nous devons cibler les réponses pour répondre aux besoins des femmes et d'autres groupes.

Nous avons besoin de systèmes qui obligent les responsables à rendre des comptes. Nous devons réfléchir aux infrastructures et modifier leur conception pour mieux faire face aux risques, réduire la dépendance de l'assainissement à l'égard de l'eau, envisager le cycle de l'eau en termes d'économie circulaire : traitement et réutilisation des eaux usées, fosses septiques étanches qui ne débordent pas, nécessité de disposer de plus d'installations publiques que les personnes peuvent utiliser lorsque leur installation domestique n'est pas disponible.

La résilience au changement climatique des systèmes d'assainissement est possible si nous disposons de ces trois éléments : de meilleurs investissements, des institutions et des infrastructures repensées. Mais sans cela, les systèmes d'assainissement seront défaillants, et la santé des personnes et de l'environnement seront compromis.

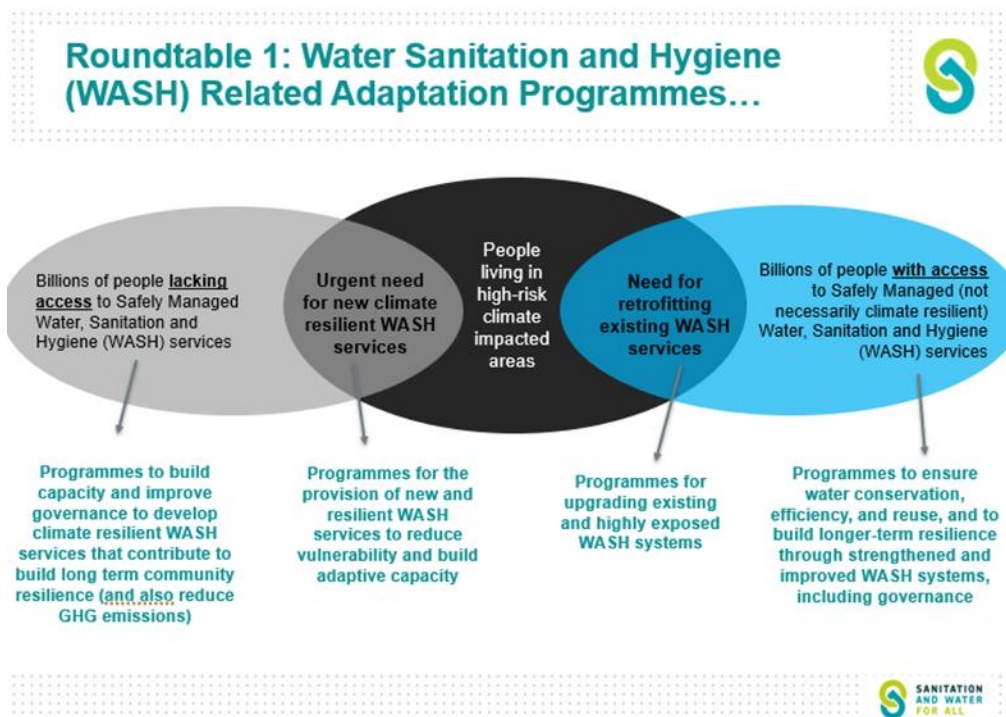
4. Tables rondes

4.1. Première table ronde : Programmes d'adaptation au climat liés au secteur WASH

Modérateur : Jose Gesti, consultant senior sur l'eau et le climat (Sanitation and Water for All)

Objectifs :

- Identifier les éléments communs dans les programmes présentés
- Discuter des composantes nécessaires pour rendre les programmes d'EAH et d'adaptation au changement climatique plus efficaces (dans le cadre du renforcement de la résilience climatique)



Dans le graphique ci-dessus, il y a 3 cercles qui se chevauchent. Au centre (zone noire), les personnes vivant actuellement dans des endroits à haut risque d'impact climatique. La zone grise de gauche représente les milliards de personnes qui n'ont pas accès à un système d'EAH géré en toute sécurité. La zone de chevauchement entre les zones noire et grise représente les personnes qui n'ont actuellement pas accès à des services d'EAH gérés en toute sécurité ET qui vivent dans des zones à haut risque climatique - il y a donc un besoin urgent de programmes qui permettent la fourniture de nouveaux services EAH résilients au climat pour ce groupe de personnes. Nous devons nous demander qui sont ces personnes, où elles vivent, et quels sont les risques

climatiques spécifiques auxquels elles sont confrontées. Des questions clés pour s'assurer que nous avons des programmes adaptés.

Nous devons également identifier les personnes qui vivent sans accès à des services EAH gérés en toute sécurité, même si elles ne vivent pas actuellement dans des endroits très exposés aux risques climatiques. Pour ce groupe, nous avons besoin d'initiatives qui renforcent les capacités à long terme et améliorent la gouvernance pour développer des services EAH résilients au changement climatique et qui contribuent à la résilience communautaire à long terme et réduisent les gaz à effet de serre.

La zone bleue à droite représente les milliards de personnes qui ont déjà accès à des services EAH gérés en toute sécurité. Ils ont besoin de programmes d'adaptation pour garantir la conservation, l'utilisation et l'efficacité de l'eau, renforcer la résilience à long terme et améliorer les systèmes EAH.

Le chevauchement entre les zones bleue et noire représente les personnes qui ont déjà accès à des services EAH gérés en toute sécurité MAIS qui vivent dans des zones très exposées au risque climatique. Pour eux, nous devons améliorer les systèmes EAH existants et fortement exposés. En pratique, cela signifie intégrer le risque de changement climatique (y compris les efforts d'atténuation) dans la conception initiale, le fonctionnement et la gestion des infrastructures existantes. Ce graphique est utile pour encadrer notre discussion d'aujourd'hui.

Aperçu de la programmation de l'UE (2021-2027) par Kevin Chrétien de la Direction Générale des Partenariats Internationaux (DG INTPA) de la Commission Européenne, unité F2, équipe du secteur de l'eau.

La DG INTPA dispose d'un nouveau mécanisme de financement pour le nouveau cycle de programmation (2021-27) appelé Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale (NDICI). 20% des fonds seront consacrés au développement humain et social (y compris l'EAH) et 30% aux objectifs liés au changement climatique.

Il y a un engagement politique renouvelé sur l'eau, comme nous l'avons vu avec les conclusions du Conseil de l'UE de 2021 sur l'eau dans l'action extérieure de l'UE. Une attention accrue est également accordée à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène en tant que droits humains.

La DG INTPA intervient à trois niveaux :

- L'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène au niveau local et national, en utilisant une approche basée sur le développement humain et les droits humains et en travaillant avec les opérateurs de l'eau dans différents pays. Nous déconstruisons les cloisonnements dans les délégations de l'UE en incluant l'eau dans les dispositions relatives aux services sociaux et dans d'autres secteurs.
- La gestion de l'eau au niveau des bassins régionaux à plus grande échelle, le soutien aux organismes de bassin et l'autonomisation des institutions: par

exemple, l'approche du bassin du Sénégal, qui permet à l'organisme de bassin de prendre en compte simultanément les approches de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation et de l'environnement. Il faut également soutenir les efforts de connaissance et de recherche, par exemple via les centres d'excellence.

- L'appui aux conventions mondiales, par exemple la convention sur l'eau de UNECE, pour élaborer des cadres institutionnels communs entre les pays et un espace politique pour défendre et promouvoir les valeurs de l'UE liées à l'eau, par exemple lors de la prochaine conférence sur l'eau de l'ONU en 2023.

La DG INTPA travaille dans 105 pays, dont 60 sur l'eau, et dont 30 pour améliorer les services EAH de base au niveau local ou à grande échelle afin d'améliorer la qualité des prestations. Parmi les exemples, citons le Burkina Faso qui dispose d'un programme de 50 millions d'euros pour aider les politiques nationales de l'eau et garantir la couverture en services EAH de base dans les zones rurales. La Bolivie est également un bon exemple avec un programme de 150 millions d'euros pour la gestion intégrée des ressources en eau au niveau des bassins versants, garantir l'assainissement dans les petites communautés et dans les établissements urbains.

Christophe Buffet, Manager du programme AdaptAction, Agence Française du Développement – Division Climat & Nature

Le dernier rapport du GIEC a montré que l'adaptation est sous-financée, trop sectorielle et fragmentée, et que les projets sont à faible échelle et à un niveau trop bas. Nous avons besoin d'une approche inclusive entre différentes visions, valeurs et intérêts. [AdaptAction](#) est un programme multisectoriel géré par l'Agence française de développement lancé en 2017 et divisé en deux phases. Le programme Adapt Action est un catalyseur de la finance climatique.

- La phase 1 comprend: 30 millions d'euros destinés à 15 pays et organisation régionale à travers l'Afrique et 70 millions d'euros pour soutenir des actions multisectorielles, des études liées à la gouvernance, aux politiques publiques, aux vulnérabilités, aux faisabilités d'investissement. Ce projet est cofinancé par le Fonds vert pour le climat et l'UE. Nous avons réussi à tirer parti du projet en cofinçant des projets à hauteur de 185 millions d'euros et nous espérons dépasser la barre du milliard d'euros car il y a encore des projets à l'étude. En outre, le programme apporte une assistance technique indispensable. Il crée un environnement favorable - le programme agit comme un laboratoire pour de nouveaux types de soutien. L'approche est l'adaptation en tant que telle, mais avec une analyse inclusive des vulnérabilités, en particulier dans les secteurs où l'AFD est peut-être moins présente, comme la biodiversité, la santé et l'éducation, la réduction des catastrophes, l'intégration du genre et la recherche. Nous travaillons également sur un outil de mesure des progrès de l'adaptation appelé "Ad track", que nous avons contribué à financer.
- La phase 2 comprend 15 millions d'euros supplémentaires pour se concentrer sur 12 pays d'Afrique. Ce financement est plus un bras opérationnel pour comprendre, planifier et investir en ligne avec les politiques d'adaptation de l'UE.

Notre programme fournit des exemples de 4 actions pour l'eau qui vont au-delà des approches sectorielles :

- Le projet de conservation de l'éco-système de Madagascar combine des systèmes intégrés de gestion de l'eau et la protection des ressources en se concentrant sur l'agriculture, l'utilisation de l'eau, allant au-delà des approches d'ingénierie typiques. Ce projet utilise également des solutions basées sur la nature.
- L'étude de faisabilité du Sénégal démontre comment les projets de gestion des bassins versants s'améliorent lorsque les ONG collaborent.
- L'île Maurice a soutenu 'l'autorité de drainage des terres' avec une formation et la co-rédaction d'un plan directeur sur un programme de drainage plus résilient.
- Le Congo finalise actuellement l'étude visant à disposer d'un plan directeur pour l'approvisionnement en eau potable de la ville dans le contexte du changement climatique. Cette étude tient également compte de la salinisation croissante de l'eau et de la montée du niveau de la mer.

Hamani Oumarou, Directeur de WaterAid Niger

Au Niger, nous reconnaissons la nécessité de nous adapter au climat et de changer les mentalités, car nous ne pouvons pas continuer à faire comme si de rien n'était. Les communautés nigériennes sont très durement touchées par le changement climatique. Le risque climatique est très élevé et sur la base des chiffres partagés par Sanitation and Water for All (SWA), le Niger se trouve dans la zone grise (chevauchant la zone noire).

WaterAid Niger a choisi de se concentrer sur deux municipalités.

- Dans l'une d'entre elles, il y a trop d'inondations et une augmentation des maladies dues à l'eau insalubre. Nous avons mené des études pour engager les communautés sur le travail à faire. Nous avons incité les communautés à prendre part à des initiatives pour comprendre les risques et comment devenir résilient au changement climatique. Nous avons cherché à sécuriser les ressources en eau et à responsabiliser les communautés, afin qu'elles comprennent la gestion des ressources en eau.
- Dans la deuxième municipalité, les eaux souterraines sont vulnérables. Nous avons donc utilisé des technologies pour accéder à un approvisionnement en eau propre et sûr.

Pour conclure, mes principales recommandations sont les suivantes :

- Nous devons penser aux communautés. Nous avons amené nos politiques nationales au niveau local, en tenant toujours compte de la durabilité.
- Toutes les parties prenantes doivent prendre part aux initiatives. Il existe des synergies entre les communautés et les ONG avec lesquelles nous travaillons. Nous avons besoin que le secteur privé soit également disposé à travailler avec nous.
- La planification est essentielle ! Nous devons mettre en œuvre des initiatives au niveau local.

Événement de haut niveau: Renforcer la sécurité de l'eau pour une meilleure résilience aux menaces climatiques



**Hamani Oumarou,
Country Director WaterAid Niger**

Nos programmes visent à préparer les communautés vulnérables à être plus résilientes aux impacts des catastrophes naturelles, en les sensibilisant sur la gestion des ressources en eau, en accroissant leurs capacités à se préparer aux chocs climatiques, et en améliorant la couverture des besoins en eau, assainissement et hygiène des communautés à travers des technologies innovantes



Smita Rawoot, responsable de la résilience urbaine, World Resources Institute

Il n'y a pas de résilience urbaine sans résilience de l'eau. La résilience de l'eau est importante pour la santé humaine, l'hygiène, la durabilité environnementale et le développement économique; tant d'entreprises et de secteurs dépendent de l'utilisation de l'eau tout au long des cycles de vie de la production. La résilience de l'eau est essentielle. Voici 4 éléments clés pour renforcer la résilience climatique de la planification urbaine dans le secteur de l'eau

- *Soutenir la planification basée sur les risques dans le secteur de l'eau* - les villes ont besoin d'un renforcement des capacités et d'un soutien technique pour mettre en œuvre des approches de planification basées sur les risques, afin d'examiner les risques vers et dans les systèmes d'eau urbains. À l'échelle de la ville et de la région, la plupart des villes dépendent de sources d'eau situées en dehors de leurs frontières, au niveau des bassins, des bassins versants et des sources des bassins. En tant que consommatrices d'eau, les villes doivent s'engager dans une planification de la résilience au-delà de leurs frontières et examiner les risques dans les systèmes de traitement qu'elles gèrent.
- *Favoriser les processus multipartites et les approches intersectorielles dans la planification du secteur de l'eau.* Les plans d'aménagement du territoire et les plans de développement économique ont tous un impact sur les besoins en eau et les systèmes au sein des villes. Les réglementations ont un impact sur la manière dont l'eau est utilisée, polluée, sur la manière dont l'extraction de l'eau est réglementée et sur d'autres défis en termes de pénurie d'eau. Il existe de nombreux cadres, par exemple le WRI a utilisé le cadre de l'approche de la résilience des villes en matière d'eau avec des partenaires pour développer des plans multisectoriels dans 6 villes d'Afrique. Ces plans doivent être mis à l'échelle et adaptés à toutes les villes.
- *Les villes doivent donner la priorité aux investissements dans les zones où les risques sont les plus élevés et où les communautés les plus vulnérables sont*

touchées. Les villes doivent comprendre comment les risques liés à l'eau sont répartis dans l'espace et comment les stress et les chocs hydriques affectent les populations vulnérables sur le plan socio-économique et les actifs dont dépendent les systèmes urbains. Les capacités des villes à réaliser des modélisations climatiques et des analyses de risques dans un contexte spatial doivent être soutenues afin de permettre aux villes de prendre soin des ressources limitées dont elles disposent pour des stratégies d'adaptation ciblées.

- *Le secteur de l'eau est très sous-financé*. En Afrique, il y a un retard de 60 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures EAH. Nous avons besoin d'instruments de financement qui permettront de répondre aux besoins en infrastructures à grande échelle, mais aussi de soutenir les infrastructures vertes, les solutions émergentes à faible coût et à faible émission de carbone pour renforcer la résilience, les stratégies fondées sur la nature qui permettent d'atténuer les risques d'inondation et de gérer les eaux usées. Il faut pour cela un financement climatique, un financement du développement et des sources provenant d'acteurs nationaux et infranationaux, c'est-à-dire des taxes et des tarifs, afin de réduire les risques liés aux investissements du secteur privé dans le secteur de l'eau et de promouvoir des stratégies de financement mixte pour accroître les investissements en faveur de la résilience des villes et des régions.

Sol Oyuela, Global Director Policy & Campaigns, WaterAid UK

Comme le montre la [vidéo](#) au début de l'événement, nous reconnaissons que les défis liés à l'eau sont trop importants pour qu'une seule organisation ou un seul secteur les résolve, ils sont transversaux et nous devons donc travailler ensemble. Nous devons planifier ensemble en tant que secteurs de manière à fournir et concevoir des propositions d'investissement très ambitieuses, pour des financements publics et privés, afin de nous aider à garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et à gérer les risques climatiques. C'est pourquoi WaterAid, en collaboration avec d'autres organisations, a lancé l'Accélérateur pour la résilience de l'eau.

Nous essayons de mobiliser 20 millions de dollars US de financement pour lancer 6 projets afin de construire et concevoir des programmes au niveau national. Nous travaillons d'arrache-pied au Bangladesh, en Éthiopie et au Mozambique avec divers partenaires, dont le WRI, les gouvernements néerlandais et britannique, la Banque Africaine de Développement et Arup, dans le cadre de l'initiative pour des marchés durables, lancée par le prince de Galles. Le Prince de Galles est le président de WaterAid, et il encourage le secteur privé à jouer un rôle dans la résolution des problèmes de durabilité. Nous vous encourageons à visiter [notre page web](#) pour en savoir plus sur l'accélérateur et l'incroyable opportunité qu'il présente.

4.2. Deuxième table-ronde: un environnement favorable pour des programmes d'EAH résilients au changement climatique: quels sont les obstacles et comment les surmonter ?

Modératrice : Kathryn Pharr, Conseillère senior en matière d'action climatique internationale à WaterAid

Nous allons nous pencher sur l'environnement propice aux interventions en matière d'EAH résilientes au changement climatique, sur les principaux obstacles et sur la manière de les surmonter. Que devons-nous faire pour mobiliser les bailleurs et les décideurs politiques ? Nous devons examiner les complexités d'investissement, les défis en termes de capacités, et comment générer des progrès significatifs fondés sur des approches holistiques et multisectorielles. Enfin, nous devons comprendre les options en matière de finances.

Charlene Watson, Consultante, 'Climate Leadership Initiative' et Chercheuse associée, 'Overseas Development Institute'

Elle présente [l'analyse de la finance climatique réalisée par l'ODI et Water Aid](#), qui a été une tentative de déterminer la part de la finance climatique allouée au secteur de l'eau.

La finance climatique n'a pas de définition universellement reconnue. Et, étant donné l'ampleur des crises climatiques, il n'y a vraiment pas de temps à perdre pour s'assurer que tous les financements servent à renforcer la résilience climatique et à réduire les émissions.

Si l'on considère d'abord les financements nationaux et internationaux, publics et privés, en se concentrant sur les investissements primaires, la Climate Policy Initiative (CPI) estime que le financement climatique total mondial s'élève à 632 milliards de dollars en 2019/2020. Le financement de l'atténuation reste nettement supérieur à celui de l'adaptation. Le secteur de l'eau devrait recevoir 22 milliards de dollars en 2019/2020. Une grande partie de cette somme est allouée à l'adaptation - 37 % du financement de l'adaptation, soit 17 milliards de dollars, est allé à l'eau - avec 5 milliards de dollars supplémentaires dans le secteur de l'eau contribuant à l'atténuation ou à l'atténuation et l'adaptation combinées.

Au-delà de ces chiffres, il convient de se poser certaines questions essentielles, comme celle de savoir où va l'argent et à quoi il est destiné. On ne peut répondre à ces questions qu'en examinant les données relatives aux finances publiques, qui partent des pays développés vers les pays en développement, et qui sont relativement plus transparentes. Si l'on considère les données bilatérales des bailleurs de l'OCDE aux pays en développement, les engagements dans le secteur de l'eau s'élèvent à environ 10-12 milliards de dollars en 2018. Plusieurs pays asiatiques figurent parmi les principaux bénéficiaires du financement public international pour l'eau (y compris par exemple l'hydroélectricité), bien qu'une grande partie de ce financement soit remboursable (la moitié environ étant fournie aux taux du marché).

Si peu de PMA ont eu accès à des volumes importants de financement public international pour l'eau, lorsque cela a été le cas, c'était plutôt sous forme de subventions.

Et en général, les subventions ont tendance à être affectées à des services d'EAH de base, de politiques en matière d'eau et de renforcement des capacités.

Les grosses infrastructures de gestion des ressources en eau, d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont dominé ce financement public international lié au climat, tandis que l'eau et l'assainissement à l'échelle rurale et communautaire reçoivent environ un dixième du total.

Trois points à souligner:

- De nombreux secteurs sont dans le besoin, y compris celui de l'eau. Nous ne pouvons pas attendre que les informations soient parfaites, que l'argent afflue, mais nous devons continuer à améliorer notre compréhension des besoins sur le terrain, des coûts de ces besoins et des sources, canaux et instruments de financement les plus appropriés - fonds propres, garanties - et nous devons le faire à un rythme soutenu, en particulier pour les pays et les secteurs de la société les plus vulnérables ;
- Les flux de capitaux importants sont soutenus par des politiques claires et des institutions solides. Les transitions que nous devons voir aujourd'hui nécessitent un changement de système, des approches gouvernementales globales et tous les instruments et leviers financiers doivent jouer ensemble et pousser dans la même direction - cela signifie que nos conversations doivent aller au-delà des seuls flux de financement public international du climat pour encourager la sécurité de l'eau à la lumière d'un climat changeant ;
- Enfin, un nouvel objectif de financement du climat est actuellement discuté pour la période post-2025: Il est impératif que nous nous efforcions de contribuer clairement à ce processus en définissant les composantes de cet objectif (en termes d'instruments financiers, de groupes les plus vulnérables, etc.) qui non seulement augmenteront l'ampleur du financement de l'action climatique, mais seront aussi les plus efficaces et débloquent le cofinancement des acteurs publics et privés, y compris dans le secteur de l'eau et au-delà.

Evelyn Holland, Associée à SYSTEMIQ (et s'exprime au nom de la 'Blended Finance Taskforce')

Elle présente le récent [rapport sur la mobilisation des capitaux pour l'eau](#). Le problème des systèmes EAH est leur financement, il y a beaucoup de besoins et peu de financement, surtout dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Il y a un déficit de financement annuel de 200 milliards de dollars. Si ce déficit pouvait être comblé, 500 milliards de dollars de bénéfices seraient débloqués.

De nombreux défis expliquent pourquoi l'argent ne circule pas, tels que les problèmes de monétisation (tarification insuffisante de l'eau), les contraintes d'accessibilité, le sous-développement des marchés de l'assainissement, les risques liés aux coûts, les coûts de transaction élevés, la mauvaise gestion des bassins versants qui externalise les coûts et les risques gouvernementaux.

Il existe des stratégies et des mécanismes spécifiques pour surmonter ces obstacles:

- Les entreprises mettent en œuvre des modèles commerciaux rentables pour des communautés locales auparavant mal desservies.
- Structures de coûts innovantes : exemple de Meridian Water: collecte de fonds délégués pour l'eau afin d'acquérir de nouveaux égouts comme moyen de regrouper des projets plus petits sur les marchés émergents.
- Étude de cas sur l'eau : Le projet d'approvisionnement en eau de Kigali, au Rwanda, a fonctionné parce que le gouvernement a fait de l'eau une priorité nationale pour le Rwanda.

Toutes les solutions efficaces nécessitent un haut niveau de collaboration entre les acteurs publics, privés et philanthropiques. Il faut que les fournisseurs de capitaux concessionnels les utilisent de la manière la plus catalytique possible : qu'il s'agisse de bailleurs fournissant des subventions/une assistance technique pour couvrir les coûts initiaux de développement des projets, de banques de développement multilatérales ou d'institutions financières de développement fournissant des garanties ou de philanthropes proposant de nouveaux modèles (innovation, mise à l'échelle de nouvelles technologies, etc.)

Questions des participants:

- Question : Vous avez mentionné les écarts de coûts : est-ce uniquement dans le secteur de l'eau ou dans le secteur du changement climatique en général ? Réponse : Le rapport se concentre sur l'eau au sens large (gestion des ressources en eau en amont, gros investissements dans le secteur de l'eau, assainissement, etc.). Sur les 200 milliards de dollars manquants, 2/3 sont destinés aux grandes infrastructures hydrauliques, 30 milliards à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène à plus petite échelle, et 20 milliards aux solutions de gestion des ressources en eau.
- Question : Comment pouvons-nous permettre aux autorités locales de créer des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène résilients au climat ? Réponse : Il est essentiel de mettre l'argent entre les mains de ceux qui sont les mieux placés pour répondre aux questions locales (autorités locales, communautés, groupes autochtones). Des systèmes et des processus existent pour encourager l'accès au niveau local, mais cela ne suffit pas. Les gens doivent être encouragés à s'engager dans la conception de ce nouvel objectif de financement climatique. Nous devons dès maintenant nous concentrer sur les solutions : La finance climatique doit-elle prendre plus de risques ? Les philanthropes peuvent-ils jouer un rôle en mettant l'argent entre les mains de ces groupes ? Ou s'agit-il d'un transfert de technologies et de capacités beaucoup plus important (couvert par l'Accord de Paris) ? Nous avons besoin que les gens nous disent ce qui fonctionne le mieux pour eux.

Patricia Castellarnau, Economiste Senior, Banque Européenne d'Investissement (BEI)

La BEI est désignée comme la banque climatique de l'UE. Beaucoup de choses sont faites en matière d'atténuation, mais l'adaptation est à la traîne. Nous essayons donc

d'accélérer le mouvement, en particulier dans le secteur de l'eau. Nous avons une longue expérience du soutien aux investissements dans les domaines de la sécurité de l'eau et du renforcement de la résilience des populations (infrastructures, réutilisation de l'eau, approvisionnement en eau potable, etc.) Mais nous sommes confrontés à des obstacles (institutionnels, techniques, financiers):

- Ces projets sont complexes, nécessitent un engagement précoce avec des partenaires, il faut donc un cadre institutionnel et une planification stratégique. Et celui-ci est souvent défaillant.
- Le manque de données : dans la préparation des projets et sur le plan technique, il y a des failles dans l'identification de la vulnérabilité climatique prévisible.
- La fourniture de biens publics: Les projets sont souvent développés dans des environnements macro et fiscaux fragiles, nous devons examiner toutes les options financières possibles pour ceux-ci, y compris la finance mixte. Celle-ci est soutenue par l'instrument Global Europe.

Céline Robert, Responsable de la division eau et assainissement, Agence Française de Développement (AFD)

Quand on parle de barrières pour accéder à la finance climat, il faut regarder les freins du côté de la demande de financements et du côté de l'offre de financements.

- Demande de financements : on a besoin d'une demande de financements qui soit plus crédible: des projets pour des infrastructures et des services pérennes, basés sur des ressources humaines et adaptés sur le long-terme. C'est valable pour tous les investisseurs (y compris publics). Pour les investisseurs privés, il faut ajouter en plus, la rentabilité financière. Dans de nombreux contextes, y compris dans les pays les moins avancés, on n'y est pas encore car la gouvernance, le cadre institutionnel, le modèle financier ne sont pas au point et les opérateurs n'ont pas assez de compétences et de capacités. Travailler à changer cela est la première priorité, y compris pour l'AFD et la France. Cela doit être une priorité des Etats, cela demande beaucoup de volonté politique, il faut ramener ce sujet dans le champ politique.
- Offre de financements : mobiliser toutes les sources de financements disponibles : des financements mixtes, mobiliser la finance privée, mais c'est difficile du fait des défaillances en termes de gouvernance. Il faut mettre la lumière sur les outils de financements publics: dans le cadre de l'initiative « Finance en commun », l'AFD avec la Banque Européenne d'Investissement et la CAF (Banque de Développement d'Amérique Latine), a monté une [coalition de banques publiques](#) pour mettre en lumière le rôle de ces outils de financements publics: Les banques publiques ont contribué à financer le secteur, et il y a une opportunité à développer leur implication. Un des résultats de ce travail mené avec ces banques est de montrer qu'aujourd'hui les banques publiques nationales investissent dans le secteur plutôt pour des motifs socio-économiques, que pour des enjeux climatiques. Elles ne perçoivent pas cela comme de la finance climatique. Il faut montrer mieux le lien entre eau et climat, pour atteindre les objectifs climat. On

fournit ce soutien aux banques de développement mais c'est la direction à prendre en général pour augmenter les financements.

(Notez également le [Water Finance Climate Toolkit](#) publié en juin 2022 par la Water Finance Coalition)

Helen Laubenstein, Economiste de l'Environnement à l'Organisation pour la Coopération économique et le Développement (OCDE)

Dans le cadre des travaux de l'OCDE sur [l'environnement propice aux investissements dans le domaine de l'eau](#), deux défis se posent en matière de financement de l'action climatique liée à l'eau :

- Le manque de coopération multi-sectorielle entre l'eau et le climat (ainsi que la sécurité alimentaire, le développement, etc.).
- Le manque de connaissances, de données et de méthodologie pour évaluer les risques liés au climat et à l'eau, la façon dont ils se manifestent au niveau local, et leur évolution dans le temps (ce qui importe s'agissant d'infrastructures d'eau qui doivent durer dans le temps). Ces informations font souvent défaut dans les pays en développement. Il est essentiel de disposer de ces informations pour développer des projets.

Comment surmonter ces obstacles ? Lier stratégiquement les objectifs de sécurité de l'eau/ou en matière d'EAH et les objectifs de changement climatique, ainsi que d'autres éléments comme la justice environnementale et la réduction de la pauvreté, offre des opportunités pour maximiser les impacts. Les femmes et les communautés autochtones sont souvent à la fois des groupes vulnérables et des agents de changement possédant des connaissances spécifiques sur la gestion de l'eau.

Deux recommandations:

- Nous devons mieux comprendre les risques climatiques liés à l'eau, dans la planification financière, dans les évaluations et dans les exigences de divulgation.
- Il est nécessaire de mettre en place une planification stratégique multi-sectorielle de la résilience et d'examiner des sources de financement qui tiennent compte des différents secteurs et du rôle des acteurs qui sont des agents de changement sur le terrain et qui peuvent contribuer à la résilience climatique.

Mubiana Muyangwa, Chef de Programmes, WaterAid Zambia

Il est important de recontextualiser ce dont nous discutons et de considérer les interventions en matière d'EAH résilientes au changement climatique comme des comportements qui apportent des avantages dans un contexte évolutif malgré les risques d'injustice climatique. Les obstacles comprennent :

- Le cadre juridique à différents niveaux

- Le financement
- Les capacités : au niveau institutionnel (formel et informel)
- Des mesures d'adaptation sont souvent réactives plutôt que proactives.
- Nous manquons d'informations et de preuves fiables et mises à jour, d'évaluations des risques et de modélisation de scénarios.

Comment y remédier ? Les 7 "i" : investissements, incitations, infrastructures, innovations et inventions, institutions, inégalités, intégration. Ce sont les éléments constitutifs de services d'EAH résilients au changement climatique.

Danielle Gaillard-Picher Spécialiste Senior, Processus mondiaux, Global Water Partnership (GWP)

Il y a une différence entre notre façon de penser en termes de concepts et la réalité sur le terrain, et ce défi ne doit pas être sous-estimé. C'est pourquoi les approches systémiques sont essentielles. Trois éléments essentiels pour progresser :

- Le financement des mesures (réglementaires ou en termes de pratiques)
- Des informations de bonne qualité, notamment des données ventilées par sexe, pour prendre de bonnes décisions.
- Soutenir l'émergence de la volonté politique et du leadership

Le GWP est un partenaire de l'[Accélérateur de la résilience de l'eau](#) qui cherche à augmenter radicalement le financement des sources d'eau résilientes au changement climatique par le biais d'une approche systémique, dans plusieurs pays et basée sur la fourniture de données localisées et l'identification d'opportunités afin de fournir des services en eau pour les plus vulnérables.

Le GWP travaille également sur le [Programme d'investissement africain](#) visant à mobiliser 30 milliards de dollars pour des investissements dans l'eau résiliente au changement climatique d'ici 2030.

Il y a beaucoup de choses qui se passent du côté de l'information : La Coalition pour l'eau et le climat, la Coalition pour l'action en matière d'adaptation, l'outil de suivi de l'eau et du climat soutenu par l'AGWA. Il y a aussi une initiative sur laquelle nous travaillons avec l'UNICEF et 'Sanitation and water for all', soutenue par le FCDO (Foreign, Commonwealth and Development Office), pour s'appuyer sur l'intégration entre l'EAH et la gestion intégrée des ressources en eau et obtenir des progrès de manière multi-sectorielle. Elle est menée dans plusieurs pays (dont 7 en Afrique) au cours des 3 prochaines années.

Il faut également mentionner le rôle du leadership des femmes et la nécessité d'une gouvernance plus transformatrice de genre. L'autonomisation des femmes et des filles dépend de leur accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, mais aussi de leur accès à tous les niveaux du dialogue politique et de la prise de décision.

Comment faire en sorte que toutes ces initiatives coopèrent pour s'assurer que la sécurité de l'eau devienne un moteur de coopération ? Je vous encourage tous à jeter un coup d'œil au concept d'alignement de l'eau (présenté à Stockholm +50).

Commentaires:

- Cesar Kimbugwe (WaterAid): L'accent mis par les Blue Bonds sur les écosystèmes marins pourrait être étendu aux sources d'eau douce, pour offrir de nouvelles sources de financement. Il est important pour l'objectif de financement du climat de combler les lacunes en matière de capacités des acteurs étatiques et non étatiques à accéder aux fonds climatiques, depuis la conceptualisation du projet, son exécution, l'évaluation de son impact et le transfert de connaissances.
- Céline Robert (AFD): Les fonds dédiés au climat sont assez limités, il s'agit donc plutôt de réorienter les flux existants. Les acteurs financiers n'ont pas la perception que le financement de l'eau et de l'assainissement leur permettra d'atteindre les objectifs climatiques. Si nous demandons à une banque de travailler sur le climat, elle investira dans l'énergie, pas dans l'eau. Nous devons changer cette perception. Il faut que l'eau et le climat soient associés dans l'esprit des acteurs financiers.
- David Boys (PSI): Je suis tout à fait d'accord pour dire que les banques publiques doivent prendre des initiatives dans le domaine. Nous craignons que l'accent mis au niveau mondial sur les investisseurs privés, que ce soit par le biais de financements mixtes ou d'autres garanties publiques pour les bénéficiaires privés, n'aboutisse aux mêmes résultats, voire à des résultats pires, que les 20 années gaspillées en politiques de partenariats public-privé.
- Alok Majumder (Simavi) : Le financement du climat est nécessaire. Mais nous avons également besoin d'un financement climatique équitable et aussi d'investissements de qualité pour le financement.

4.3. Troisième table-ronde: Des approches multi-sectorielles pour des programmes en matière d'eau et de climat couronnés de succès: comment peut-on bâtir sur les synergies entre les secteurs de l'eau, du climat, de l'agriculture, de l'industrie et de la santé ?

Modérateur : Henk Ovink, Envoyé spécial pour les affaires internationales relatives à l'eau, Pays-Bas

Objectifs:

- Démontrer qu'un secteur de l'eau dynamique profite à de nombreux autres secteurs et que, jusqu'à présent, les approches en silos ont été préjudiciables au secteur de l'eau et au-delà.
- Parvenir à un consensus sur les mesures pratiques nécessaires pour garantir des approches plus multi-sectorielles afin que les communautés deviennent plus résistantes aux menaces climatiques (et sanitaires).

Question d'ouverture du modérateur : la question s'adresse aux défenseurs de l'eau: pourquoi l'eau/WASH est-elle essentielle pour les autres secteurs et qu'attendez-vous d'eux ?

Tanja Miskova, Ambassadrice de l'eau, Ministère des Affaires Etrangères, Slovénie:

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda 2030, nous devons montrer aux autres secteurs comment la réalisation du programme WASH les aidera à atteindre leurs objectifs. Si nous voulons vraiment une approche intersectorielle, nous avons besoin d'un financement pour la soutenir. Le budget national doit être restructuré et les programmes doivent être axés sur les objectifs plutôt que sur les secteurs.

Négliger le développement humain nuit à notre résilience. Nous devons mettre nos politiques de développement à l'épreuve du climat. Nous avons des initiatives brillantes qui le font, comme l'Accélérateur de la Résilience de l'Eau. Par ailleurs, le lien entre le climat et l'eau n'est toujours pas bien compris, reconnu et financé. Il est de plus en plus reconnu, mais pas suffisamment. Nous devons améliorer l'inclusion et inscrire clairement l'eau à l'ordre du jour des négociations climatiques, ce que l'Égypte souhaite faire à la COP27. Parallèlement, il est important de maintenir l'approche fondée sur les droits humains.

Enfin, les gouvernements devraient rendre obligatoire une bonne gestion de l'eau, comme nous l'avons fait avec les réglementations sur le travail des enfants. Nous avons besoin d'une meilleure intégration de l'eau au sein du système des Nations unies, comme un champion mondial de l'eau pour mobiliser des financements multi-sectoriels. Un moyen d'y parvenir serait de créer un envoyé spécial des Nations unies pour l'eau.

Henk Ovink : Une nouvelle commission, appelée [commission sur l'économie de l'eau](#)¹, a été lancée la semaine dernière, dans le cadre du rapport Stern sur le changement climatique et du rapport Dasgupta sur la biodiversité. Cette commission comprend 3 chercheurs, l'ensemble de la commission des maires, et d'autres experts. Ils présenteront un bilan intermédiaire de leur rapport lors de la conférence de l'ONU de l'année prochaine.

Lesha Witmer, Women for Water Partnership:

Si des gouvernements comme la Slovénie, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas incorporent réellement d'autres acteurs non étatiques dans les délibérations, nous pourrions avancer un peu plus vite. Il est incroyablement important d'impliquer d'autres parties prenantes, mais nous ne leur facilitons pas la tâche. Nous allons organiser une grande conférence à Douchanbé, dont l'une des sessions s'intitule "Out of the Water Box", et nous essayons vraiment d'entrer en contact avec ceux qui ne sont généralement

¹ Elle est co-présidée par Pr. Mariana Mazzucato, Professeur en économie de l'innovation (University College London), Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice Générale de l'Organisation Mondiale du Commerce, Pr. Johan Rockström et Tharman Shanmugaratnam, Ministre au Singapour.

pas considérés comme faisant partie du secteur de l'eau. D'habitude, nous approchons les grands utilisateurs et les personnes influentes en termes de financement - ce que nous devrions plutôt faire, c'est les approcher en termes de connaissances et d'implication. Il n'est pas très agréable de toujours leur demander de l'argent, tout en ne reconnaissant pas ce qu'ils peuvent réellement apporter en termes de connaissances et d'expertise.

En ce qui concerne le genre : Nous négligeons toujours 52% de la population mondiale qui peut nous aider à faire mieux dans le domaine de l'eau et qui possède une grande expertise sur le terrain. En lien avec cela, il y a la question du financement - pourquoi ne pouvons-nous pas nous assurer que l'argent arrive réellement sur le terrain et aide les organisations locales à faire leur travail. Il faut reconnaître toutes les questions relatives aux procédures administratives et formelles, mais il faut aller au-delà car, en fin de compte, nous avons besoin d'une politique globale et d'organisations locales pour faire leur travail. Pour cela, nous devons nous assurer que les finances atteignent le niveau local.

Henk Ovink : L'inclusion, n'est effectivement pas facile, mais c'est un point critique. Quadrupler notre financement ne sera pas suffisant. L'inclusion et les opportunités font défaut. Les solutions viennent de la base, mais sans un leadership transversal (et non descendant), les actions locales restent des incidents plutôt que la norme. Deuxième question du modérateur: Représentants d'autres secteurs, que pensez-vous que l'eau/l'EAH apporte à votre secteur et pourquoi pensez-vous que votre secteur devrait accorder plus d'attention au EAH? Qu'avez-vous à offrir ? De quel type de soutien avez-vous besoin pour mieux intégrer l'EAH?

Thomas Opande, responsable de l'initiative pour l'accès à l'énergie en Afrique, WWF:

Dans le secteur de l'énergie, l'eau est un élément crucial. En Afrique notamment, on observe des hausses de température qui entraînent une diminution de l'eau. Dans les systèmes hydroélectriques, nous manquons de capacité en cas de sécheresse. Pour nous, avoir un système d'énergie renouvelable doit être complété par la sécurité de l'eau. À l'avenir, il sera important d'intégrer l'eau aux énergies renouvelables. Dans le secteur de l'énergie, nous essayons de beaucoup planifier et réduire la consommation d'eau, en particulier celle utilisée pour l'hydroélectricité.

Etienne Coyette, DG INTPA (Commission européenne) Unité F3, Systèmes agroalimentaires et pêche durables:

L'eau est absolument centrale pour l'agriculture, et par extension pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs du monde entier. Nous savons tous que l'eau se raréfie dans nombre de nos pays partenaires, il est donc crucial que le secteur agricole gère les ressources en eau de manière plus durable. Il ne suffit pas de pomper l'eau pour produire, nous devons penser plus globalement au niveau du paysage ou du bassin fluvial, pour faire en sorte que les ressources en eau puissent se reconstituer

après l'extraction : pour nous, c'est une priorité claire si nous voulons évoluer vers des systèmes alimentaires plus durables.

Comment y parvenir ? Les approches intersectorielles, comme l'initiative "Eau, énergie et alimentation" (qui fonctionne dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie), qui tente d'encourager l'innovation au niveau local aux points de rencontre entre l'eau, l'énergie et la protection des aliments. Certaines de ces innovations s'avèrent déjà utiles dans le nouveau contexte d'augmentation des prix des denrées alimentaires dans certains pays partenaires. Une autre approche que nous promovons dans l'UE est l'approche agro-écologique, afin d'avoir une approche plus intégrée des systèmes alimentaires en général, ainsi que de l'adaptation et de l'atténuation du climat.

Henk Ovink : L'eau, l'énergie, l'alimentation, non seulement comme une connexion mais aussi comme une innovation. Quels sont les obstacles que vous rencontrez ?

Etienne Coyette: De nombreuses parties prenantes ont été habituées à se concentrer sur des actions spécifiques. Je vous renvoie aux deux derniers appels que nous avons lancés aux délégations de l'UE, qui portaient sur les approches paysagères. Ils ont suscité beaucoup d'intérêt. Cela montre qu'il existe une compréhension plus large de la nécessité d'adopter ces approches intersectorielles et intégrées. Il est également nécessaire de changer les habitudes en matière d'eau dans l'agriculture. Si vous avez été habitué à pomper l'eau sous terre, vous devrez peut-être changer votre façon d'utiliser l'eau dans l'agriculture et de concevoir votre système agroalimentaire. La transformation des produits alimentaires peut être très intensive en nourriture et en énergie, donc changer les habitudes est important mais parfois difficile. C'est pourquoi nous parions souvent sur les innovateurs, car ils peuvent montrer l'exemple. Un troisième obstacle est bien sûr la nécessité que les services financiers soient accessibles au niveau local, pour les petits exploitants agricoles, et qu'ils soutiennent les changements qui sont nécessaires.

Henk Ovink : Je pense que cette question trouvera un écho dans l'ensemble de ce panel, au-delà du secteur agricole. Troisième question: Comment tirer parti des synergies entre les secteurs et les parties prenantes pour renforcer la résilience face aux menaces climatiques et sanitaires ?

Marta Vargha, chef du département de l'hygiène et de l'eau au Centre national de la santé publique en Hongrie :

L'objectif du [Protocole sur l'eau et la santé](#) est de protéger la santé humaine en protégeant le système de l'eau. Le changement climatique constitue un défi à cet égard. Le protocole fournit un cadre pour identifier des solutions. Dans son programme de travail pour 2020/2022, le protocole a créé un programme (dirigé par l'Italie) pour traiter des questions d'eau et de changement climatique. Cela comprend la gestion sûre et efficace de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, sous la direction de la Bosnie-Herzégovine et des Pays-Bas. Les résultats obtenus dans le cadre du Protocole sont reconnus au niveau européen. Il est directement reconnu comme un outil permettant de

faire progresser l'accès à l'eau dans les États membres. Nous pensons que le Protocole est unique car il rassemble des acteurs de tous les secteurs et de tous les pays.

Bjorn Qvortrup, chargé de mission sur le changement climatique, Service européen pour l'action extérieure :

Au sein de la division "Transition verte", nous travaillons en étroite collaboration avec la Commission Européenne sur le 'mainstreaming' des questions liées à l'eau et sur la diplomatie de l'eau. La diplomatie verte est nécessaire non seulement pour faire face au changement climatique, mais aussi pour répondre aux problèmes de migration et autres. L'eau est une question politique double. Lorsque nous parlons de prévention des conflits, l'eau est un élément qui aggrave les risques de conflit. L'UE a considérablement renforcé sa diplomatie en matière d'eau et de changement climatique. L'engagement de l'UE en faveur de l'eau est renforcé par les [conclusions du Conseil](#) de fin 2021. La conférence sur l'eau organisée par les Nations unies en 2023 est une véritable occasion de mettre en œuvre des actions concrètes dans le domaine de l'eau au niveau mondial, et l'UE y joue un rôle de premier plan. La société civile a un rôle fondamental à cet égard, en tant que partenaire de plaidoyer et expert technique sur le terrain.

Henk Ovink : Ce qui souligne à nouveau l'importance d'aborder la question de l'eau depuis un angle géopolitique. En même temps, il existe des possibilités d'aborder l'eau dans toute sa complexité (de la base au sommet).

Vidhisha Samarasekhara, Directrice de programmes stratégiques – Eau, changement climatique et résilience, International Water Management Institute (IWMI):

L'IWMI a fait ses preuves en matière d'intégration de l'agriculture, du changement climatique et de l'eau dans ses programmes. En tant qu'organisation de "recherche pour le développement", l'un des plus grands défis de nos chercheurs est de permettre un changement à grande échelle et de manière percutante. Pour y parvenir, nous devons mener nos travaux scientifiques en étroite collaboration avec nos bénéficiaires et nous assurer que nos solutions scientifiques tiennent compte du contexte et des capacités locales.

Pour remplir ce rôle, il est important que nous prenions le point de vue des "utilisateurs" et que nous cherchions à trouver des solutions visant à "combler les lacunes", à encourager des approches et des méthodes de travail intégrées et à favoriser des liens et des partenariats plus solides entre des organismes travaillant sur des programmes similaires et dont les compétences se chevauchent souvent. L'innovation dans nos solutions scientifiques est ce qui rapproche les agences et est donc la clé du maintien des partenariats et de l'engagement à long terme.

Notre rôle va donc bien au-delà de la simple fourniture de solutions scientifiques : il s'agit d'être un vecteur de connaissances, avec une présence dédiée dans les régions où nous opérons, travaillant aux côtés de nos parties prenantes, tant dans la conception que dans

la mise en œuvre de nos programmes de recherche pour le développement dans les domaines de l'eau/agriculture et du changement climatique.

Michael Alexander, responsable mondial de la durabilité de l'eau, de l'environnement et de l'agriculture chez Diageo :

Environ un tiers de nos sites se trouvent dans des pays soumis à un fort stress hydrique. Diageo investit dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) parce que c'est la première étape pour libérer le potentiel des communautés avec lesquelles nous travaillons, et leur résilience climatique. Il s'agit de notre résilience commerciale. Ce n'est pas de la philanthropie, c'est du sens des affaires.

Nous investissons dans le secteur de l'EAH parce que nous voyons les relations entre nos activités et le climat, l'énergie, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, le genre et la réduction de la pauvreté. Pourquoi nous engageons-nous auprès de plusieurs parties prenantes ? Nous ne sommes pas des experts, nous devons impliquer les bonnes personnes, comme [WASH4WORK](#). Et aussi pour faire comprendre aux autres entreprises l'importance d'investir dans le secteur EAH. Nous ne devrions pas être les seuls à décider où investir dans ce secteur, nous devons nous associer à des associations comme WaterAid pour savoir où mettre en œuvre nos priorités sur le terrain. Il est essentiel de connaître l'analyse de rentabilité et de s'associer aux bonnes personnes pour proposer des solutions démocratiques et inclusives.

Contribution supplémentaire via le 'chat': Mathias Toll (Ministère Fédéral allemand de la coopération économique et du développement BMZ):

Pour permettre une résilience à long terme, il faut aller au-delà de l'approche "business as usual". Nous devons trouver des moyens de gérer et d'utiliser l'eau de manière durable, même dans des conditions de grande incertitude - cela nécessite des approches robustes, flexibles et intersectorielles ! À cette fin, le BMZ encourage diverses approches intersectorielles à un niveau systémique qui considèrent l'eau comme un aspect intégral de la résilience :

- Le Nexus eau-énergie-alimentation (WEF) promeut une approche intégrée et holistique pour assurer une sécurité inclusive en matière d'eau, d'énergie et d'alimentation en favorisant la cohérence des politiques et la coopération multisectorielle à tous les niveaux pour répondre aux besoins humains et naturels. Depuis 2016, le BMZ et l'UE (INTPA) ont coopéré avec succès au renforcement et à l'intégration de l'approche Nexus du WEF au niveau mondial par le biais du programme de dialogues régionaux Nexus.
- Le changement climatique ne s'arrête à aucune frontière. Les stratégies nationales doivent donc être complétées par des approches transfrontalières. À ce titre, le BMZ se concentre sur la coopération avec les organismes de bassin fluvial afin d'améliorer la gestion des ressources en eau transfrontalières. En outre, nous soutenons [l'initiative Team Europe sur la gestion des ressources en eau transfrontalières en Afrique](#) en joignant nos forces à celles de nos partenaires en

Europe et en Afrique. Cette initiative vise à promouvoir l'adaptation et la résilience au climat ainsi que la conservation de la biodiversité tout en contribuant à l'intégration régionale et à la prévention des conflits.

- L'approche One Health du BMZ repose sur la compréhension du fait que la santé humaine, animale et environnementale sont étroitement liées, la disponibilité d'une eau propre et sûre jouant un rôle central. Dans le même temps, des écosystèmes intacts sont une condition préalable au bon fonctionnement des cycles de l'eau et sont donc essentiels à la sécurité de l'eau ainsi qu'à la santé humaine et environnementale en général. Pour garantir une interaction réussie entre ces domaines, la coopération allemande au développement encourage les approches intersectorielles. À cette fin, le BMZ encourage les solutions fondées sur la nature pour les écosystèmes intacts et soutient l'utilisation durable des services écosystémiques tels que l'eau.
- En outre, conformément à son domaine d'initiative "restauration des écosystèmes et solutions fondées sur la nature", le BMZ se concentre sur la préservation et la régénération des zones humides et autres écosystèmes afin de réduire la perte de biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre et de contrer efficacement les effets du changement climatique.

Conclusion par le modérateur, Henk Ovink :

Aujourd'hui, nous avons discuté d'un sujet très important, notamment celui de briser les silos dans la pratique. Nous ne pouvons y parvenir qu'en combinant nos efforts depuis la base, en donnant des moyens d'action et en investissant d'abord dans les femmes et les filles, et en créant un environnement qui renforce la confiance entre les partenaires pour créer des opportunités d'innovation. Ce n'est qu'en adoptant une approche ascendante, ainsi qu'un leadership transversal (et non descendant), ancré dans les politiques, les réglementations, les finances et les secteurs, que nous pourrions trouver des solutions résilientes et durables dans le cadre d'actions menées localement. Cela commence par une collaboration au sein des communautés et dans les secteurs public et privé. Nous devons apporter ces solutions, ces cas, à la conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023. Lors de cette conférence, nous devons mettre à l'échelle les approches intersectorielles relatives à l'EAH.

5. Session de partage des recommandations des tables rondes

Première table-ronde : Les programmes d'adaptation au changement climatique liés à l'eau, modérateur : Jose Gestí, Consultant Senior sur l'eau et le climat, Sanitation and Water for All (SWA)

Les programmes d'eau et d'assainissement résilients au changement climatique vont au-delà des infrastructures. Il y a deux aspects dont il faut tenir compte : la résilience des systèmes EAH (infrastructures et services) mais aussi la résilience que l'EAH apporte aux communautés elles-mêmes. Les bailleurs devraient investir dans ce qui permet de renforcer un environnement favorable et dans la gouvernance de l'EAH (renforcement des capacités, planification, politiques, financements), et dans des programmes qui

tiennent compte des risques climatiques locaux (analyse des risques et planification). La première priorité, ce sont les communautés qui n'ont pas accès actuellement à ces services et qui sont également exposées aux risques climatiques. Les programmes résilients en EAH doivent s'adresser à elles en premier lieu, identifier qui elles sont et répondre à leurs besoins. Pour ce faire, nous avons besoin d'approches multisectorielles pour amplifier l'impact des programmes.

Deuxième table-ronde : Un environnement favorable pour des programmes d'EAH résilients au changements climatique: quels sont les obstacles et comment peuvent-ils être surmontés ? Modératrice : Kathryn Pharr, Conseillère senior en matière d'action climatique internationale, WaterAid

Pour que le financement climatique atteigne le secteur EAH :

- Les bailleurs doivent soutenir les capacités techniques et la gouvernance institutionnelle de toutes les parties prenantes (autorités locales, services publics, gouvernements nationaux, acteurs non étatiques).
- Ils doivent offrir une gamme de modèles de financement pour soutenir divers types d'interventions de résilience au changement climatique, en sortant des sentiers battus (financements mixtes, garanties, financement privé, solutions pour réduire les risques financiers, etc.).
- Et enfin, les sept 'i' suivants : investissements, incitations, infrastructures, innovation, intégration, institutions, inégalités.

Troisième table-ronde : Des approches multi-sectorielles pour des programmes en matière d'eau et de climat couronnés de succès : comment peut-on bâtir sur les synergies entre les secteurs de l'eau, du climat, de l'agriculture, de l'industrie et de la santé ? Modérateur : Henk Ovink, Envoyé spécial pour les affaires internationales relatives à l'eau, Pays-Bas

Notre discussion a fait ressortir une chose : la multisectorialité, vécue par tous, est essentielle mais ne fonctionne pas toujours en pratique. Travailler de manière horizontale est un appel à tous et par tous.

L'eau est présente dans tous les secteurs, mais elle n'est pas facilement gérée, traitée et valorisée. Il faut que tous les secteurs (agriculture, énergie, finance, etc.) travaillent avec le secteur de l'eau et vice-versa.

Les femmes doivent être notre priorité : elles sont plus affectées par le manque d'accès à l'EAH, mais elles sont aussi le moteur du développement durable et de la sécurité. Investir dans l'eau se répercute sur tous les secteurs et sur tous les ODD. Investir dans l'égalité des genres permet donc de renforcer l'impact de cet investissement dans l'eau.

Nous devons aborder de manière coordonnée, les politiques, le financement, le leadership, la transversalité à tous les niveaux. Pour cela, il faut que les financements arrivent rapidement sur le terrain afin de créer cet environnement favorable et cette intersectorialité.

Les Pays-Bas sont les hôtes conjoints de la conférence des Nations Unies de 2023, qui peut contribuer à la mise en place d'une action concertée et à plus grande échelle.

6. Panel de conclusion

Modérateur: Quelles sont, de votre point de vue, les recommandations les plus pertinentes et qui font écho à ce que les ONG pointent aussi du doigt?

Sandra Métayer, Coordinatrice, Coalition Eau

Actuellement, les communautés en première ligne face au changement climatique, paient la facture d'un problème qu'elles n'ont pas causé. Le changement climatique menace le droit à l'eau potable des plus vulnérables dans les pays pauvres ou zones exposées aux catastrophes.

Lorsque nous parlons d'eau et de résilience au changement climatique, il y a 3 dimensions que nous devrions considérer : des ressources en eau bien gérées, des services d'eau bien gérés, des risques liés à l'eau bien gérés. Mais souvent, les solutions mises en place se concentrent sur les ressources en eau, et oublient le fait que nous avons besoin de services, pour capter, traiter et distribuer l'eau.

Pourtant des systèmes d'eau et d'assainissement font partie de nos meilleures défenses contre l'incertitude climatique. Le développement de services essentiels d'eau potable et de services de base améliorent la résilience climatique, notamment par l'accès à l'eau en période de pénuries, la réduction des risques de maladies hydriques lors d'inondations, ou plus globalement en améliorant les conditions de vies.

Tous les gouvernements – en particulier des PED - doivent s'assurer que l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et l'hygiène sont un élément fondamental des stratégies d'adaptation aux effets du changement climatique. Cela veut dire : Intégrer l'eau dans les lois sur le climat, dans les contributions nationales déterminées, les plans nationaux d'adaptation et les budgets nationaux, avec un accent sur la gestion de l'eau et l'accès aux services.

Les bailleurs doivent augmenter considérablement le financement de l'adaptation et le rendre accessible à ceux qui en ont le plus besoin. Rendre accessible ces financements aux pays les moins avancés et aux communautés vulnérables sous-tend également un financement de l'adaptation basé sur des subventions, un soutien au renforcement des capacités et de l'expertise, et des mécanismes pour garantir l'accès aux financements des pays les plus pauvres et des acteurs locaux.

En conclusion, les acteurs locaux et les groupes défavorisés doivent être en mesure de gérer les mesures d'adaptation au changement climatique, en ayant leur mot à dire dans les décisions qui affectent directement leur vie et leurs moyens de subsistance.

Événement de haut niveau: Renforcer la sécurité de l'eau pour une meilleure résilience aux menaces climatiques



Sandra Métayer,
Coordinatrice, Coalition Eau

"Des systèmes d'eau et d'assainissement solides font partie de nos meilleures défenses contre l'incertitude climatique: ils améliorent la résilience climatique, notamment par l'accès à l'eau en période de pénuries, la réduction des risques de maladies hydriques lors d'inondations, ou plus globalement en améliorant les conditions de vies".



Modérateur: Nous avons parlé de l'eau comme d'un enjeu multi-sectoriel, quelles sont les recommandations en lien avec la dimension de la santé que vous garderez à l'esprit?

Anders Nordström, Ambassadeur pour la santé mondiale, Suède

La Suède prépare sa présidence de l'UE en 2023, en collaboration avec la République Tchèque et la France. Elle soutiendra la nouvelle stratégie de l'UE pour la santé mondiale que la Commission Européenne vient d'annoncer. Il faut aller au-delà de la crise covid.

J'ai été très impliqué dans la réponse au covid, j'ai été à la tête du bureau de l'OMS lors de l'épidémie d'Ebola en Sierra Leone, j'ai vu l'importance de s'assurer que ce que nous faisons va au-delà de la gestion du virus et de ne pas considérer les vaccins comme la seule solution. Nous devons avoir accès à des services de qualité, notamment dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Il est également essentiel de s'assurer que nous permettons aux gens de faire des choix sains : ils doivent pouvoir se laver les mains et avoir accès à l'eau et aux installations sanitaires.

Tout ce que nous pouvons faire pour prévenir, c'est mieux : une alimentation saine, de bonnes infrastructures. Que pouvons-nous tirer des investissements dans des secteurs autres que la santé tels que l'eau et l'assainissement, les infrastructures ? Nous devons donner tout son potentiel, à l'impact des investissements dans d'autres secteurs, sur celui de la santé. C'est ce que je garde en tête pour alimenter la stratégie de l'UE en matière de santé mondiale.

Nous devrions prendre des mesures incitatives : quel est le point de basculement permettant aux responsables politiques et au secteur privé de produire ce qui est bon pour notre santé ? Afin d'obtenir une action cohérente dans tous les secteurs, nous devons cocréer au niveau local, avec les communautés, dans tous les secteurs, et au niveau de la ville. De nombreuses villes et communautés parlent aujourd'hui de l'agenda climatique, mais il devrait également s'agir d'un agenda sanitaire. La dimension de l'eau

est un élément que nous pourrions mettre en avant pour expliquer pourquoi nous devons relier la santé et le climat.

Modérateur : Quelle est votre conclusion principale suite à cette discussion, à la fois en termes des objectifs que vous poursuivez au Bangladesh et du type de soutien dont vous avez besoin?

Mahbub Hassan Saleh, Ambassadeur du Bangladesh auprès de l'UE

Je voudrais insister sur un aspect : la collecte des eaux de pluie dans les zones urbaines et rurales. Historiquement, nous avons des réservoirs d'eau de pluie dans les étangs et les lacs. Mais ils s'épuisent en raison de la pression exercée par la croissance démographique et l'urbanisation.

En ce qui concerne nos discussions avec l'UE : le changement climatique et l'eau, l'assainissement et l'hygiène devraient être des domaines prioritaires dans notre conversation. En octobre 2021, nous avons convenu de lancer un dialogue sur le climat entre le Bangladesh et l'UE. L'eau est un sujet brûlant et un droit fondamental. Nous avons trop ou pas assez d'eau. Pour la gérer, il faut des moyens financiers. La Première Ministre a insisté sur la nécessité de générer les 100 milliards de dollars nécessaires par an pour faire face à la crise climatique, dont 50 % devraient être consacrés à l'adaptation.

Modérateur : Nous avons discuté de la nécessité d'améliorer les partenariats, les financements, la coopération, de manière multi-sectorielle et de se fonder sur les dynamiques au niveau local. Quelles sont vos trois recommandations principales ?

Anna Nilsson, Directrice Exécutive, WaterAid Suède

Je suis étonnée par la disponibilité des solutions, des idées, des connaissances. Il est urgent d'augmenter le financement. J'ai trouvé notre initiative phare sur l'accélérateur de la résilience de l'eau vraiment utile comme exemple sur les opportunités de financement public-privé. Nous avons entendu des exemples du Bangladesh et de Madagascar qui nous ont rappelé l'ampleur des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous devons nous concentrer beaucoup plus sur les besoins des pays les moins avancés et des communautés vulnérables, y compris les femmes. Il est important que les parties prenantes locales prennent l'initiative dans leur contexte local. La gestion de l'eau est essentielle, nous devons améliorer les services d'eau et les systèmes d'alerte précoce.

Cet événement a eu lieu dans le contexte d'un élan historique pour l'eau, avant la COP27 et la conférence de 2023 des Nations unies. Nous espérons également qu'il aura permis d'éclairer la manière dont l'UE et les bailleurs européens peuvent mettre en œuvre le plus efficacement possible le « Green Deal » et les initiatives de « Team Europe », de manière à aider réellement à renforcer la résilience climatique des communautés.

7. [Annexes](#)

7.1. Organisations participantes

Institutions UE

- Service Européen d'Action Extérieure [SEAE](#)
 - Division de la transition écologique
 - Delegation de l'UE en Moldavie
 - Delegation de l'UE au Mozambique
- Banque Européenne d'Investissement [BEI](#)
- European Commission
 - DG INTPA F.2 équipe eau
 - DG INTPA F.3 équipe systemes agricoles
 - DG INTPA Bureau Asie du Sud
 - DG INTPA Bureau Afrique Sub-Saharienne
 - DG INTPA Facilité changement climatique
 - DG ECHO

Etats Membres de l'UE

- Ministeres des Affaires Etrangeres:
 - Danemark
 - France
 - Pays-Bas
 - Slovénie
 - Suede
- Office francais de la diversité [OFB](#)
- Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ), Allemagne
- Centre national de la santé publique, Hongrie
- Ministère de l'environnement et du climat, Belgique
- Ministère de l'environnement, République Slovaque
- Représentations permanentes auprès de l'UE:
 - République Slovaque
 - République Tcheque
 - Slovénie

Autres gouvernements

- Ministère des Affaires Etrangeres de la Moldavie
- Ministère de l'Environnement et de l'Eau, Uganda

- Ministère de l'Eau, Tanzanie
- Ministère de l'Eau, Burkina Faso
- Ministère de l'Environnement, Guinée
- Agence de l'Environnement et du Développement Durable (Mali) [AEDD](#)
- Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et l'Electrification Rurale [AMADER](#)
- Agence de protection de l'environnement (Ghana) [EPA](#)

Autres organisations internationales

- Organisation pour la Coopération Economique et le Développement [OCDE](#)
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe [UNECE](#)

Agences et banques de développement

- Agence Francaise de Développement [AFD](#)
- Agence de développement des Pays-Bas [SNV](#)
- Agence de développement allemande [GIZ](#)
- Banque de développement allemande [KfW](#)
- Agence belge de développement [Enabel](#)
- Agence espagnole de développement [AECID](#)
- Agence italienne de développement [AICS](#)
- Agence suisse de développement [SDC](#)
- Banque Africaine de Développement [AfDB](#)
- Le Conseil des Ministres Africains de l'Eau [AMCOW](#)

Groupes de reflexion et instituts

- European Centre for Development Policy Management [ECPDM](#)
- Sanitation and Water for All [SWA](#)
- Global Water Partnership [GWP](#)
- World Resources Institute [WRI](#)
- International Water Management Institute [IWMI](#)
- International Institute for Environment and Development [IIED](#)
- University of Technology Sydney, Institute for Sustainable Futures [UTS-ISF](#)
- [SYSTEMIQ](#)
- [VITO](#)

Opérateurs de l'eau

Opérateurs de l'eau des Pays-Bas [VEI](#)

OSC et syndicats

- [Coalition Eau](#)
- [WaterAid](#)

- Partenariat Français pour l'Eau [PFE](#)
- [BORDA](#)
- [Women for Water partnership](#)
- Fonds Mondial pour la Nature [WWF](#)
- [Simavi](#)
- Réseau Action Climat Europe [CAN Europe](#)
- Alliance for Global Water Adaptation [AGWA](#)
- [Action Contre la Faim](#)
- [WASH United](#)
- [Human Right 2 Water](#)
- Internationale des services publics [PSI](#)
- Parlement Européen de la jeunesse pour l'eau [EYPW](#)
- L'Association internationale de l'eau [IWA](#)
- [Ghana's National Adaptation Project](#)
- [Wetlands International](#)
- Ingeniería para el Desarrollo Humano [ONGAWA](#)
- Secours Islamique France [SIF](#)
- [Premiere Urgence Internationale](#)
- World Vision International [WVI](#)
- [CARE International](#)
- [Join For Water](#)
- Parlement National de la Jeunesse Burkinabè pour l'Eau [PNJBE](#)
- Association [Ank Wili](#) (Burkina Faso)
- Environmental Conflict Mediation and Women Development Initiative (Nigeria) [ECOMAWDI](#)
- [Enda Pronat](#) (Senegal)
- Alliance for African Women Initiative [AFAWI](#)
- Forêts et Développement Rural (Cameroun) [FODER](#)
- [Académie de l'eau](#)
- [Fern](#)
- Pionniers en Action pour le Développement Intégré à l'Environnement [PADIE](#)

Entreprises

- [Diageo](#)
- [Grundfos](#)
- [Tetratechs](#)

7.2. Publications

- **WaterAid**

[Argumentaire pour l'Investissement - Accélérateur de la résilience de l'eau](#)

[Mobiliser les capitaux pour l'eau: des solutions de finance mixte pour augmenter les investissements dans les marchés émergents](#)

[Guide pour un programme WASH résilient au climat](#)

[Il suffit d'ajouter l'eau : une analyse paysagère du financement du climat pour l'eau](#)

- **Coalition Eau**

[Appel de l'Effet Papillon \(coalition internationale d'ONG\) en vue de la Conférence de l'ONU de 2023 sur l'eau](#)

- **IWMI-CGIAR**

[Ukama Ustawi: La diversification pour des écosystèmes agro-industriels résilients en Afrique australe et orientale](#)

[ClimBeR: Construire la résilience systémique pour faire face à la variabilité et aux extrêmes climatiques](#)

- **OCDE:** [Financer un futur sur en eau](#)
- **Water Finance Coalition:** [Guide sur la finance climatique pour l'eau](#)
- **University of Technology Sydney, Institute for Sustainable Futures (UTS-ISF)**, published by Juliet Willetts (technical brief contributor):

[Analyser la capacité à répondre au changement climatique: un cadre pour les services en eau gérés par les communautés](#)

[La vulnérabilité au changement climatique et la résilience des services EAH : une perspective théorique](#)

[Le changement climatique et l'assainissement urbain: approches conceptuelles et implications pratiques](#) (avec SNV et UTS-ISF)